

LE TEMPS NE FAIT RIEN À L'AFFAIRE

05/02/2012 à 17h57

# Dans le Gers, on ne « fête » pas la fin de la guerre d'Algérie

**Mathieu Deslandes** | Journaliste Rue89



Placette du 19 mars 1962 à Tuchon - Fin de la Guerre d'Algérie ([Floriebassingbom \(Flickr\)](#))

A [Samatan](#) (Gers), la soirée couscous est annulée. Le maire a jugé le risque de trouble à l'ordre public trop élevé. L'organisateur de l'événement, prévu le 25 février, crie, lui, à la censure. Il s'appelle Alain Lopez. Dans le coin, on le présente comme « quelqu'un qui a ses idées » – en clair : un peu grande gueule et très à gauche.

Cet enfant des [Hauts Plateaux](#) algériens est devenu exploitant agricole dans le Gers – « comme beaucoup de Pieds noirs », précise-t-il. « Le gouvernement nous avait orientés vers ce département qui se dépeuplait ». Il est désormais retraité et a passé ces dernières semaines à organiser une « Fête du cinquantenaire de la fin de la guerre d'Algérie » avec :

- la projection d'un film, « [El Gusto](#) », au cinéma de Samatan ;
- un « débat », animé par des membres de l'association [4ACG](#) (Anciens appelés en Algérie et leurs amis contre la guerre) ;
- un couscous à la salle des fêtes.

Sitôt l'événement annoncé sur une paire de feuilles A4, le village gersois a perdu sa tranquillité. « Des dizaines et des dizaines d'e-mails de protestation, pour ne pas dire des centaines, sont arrivés sur les ordis de la mairie », raconte Pierre Chaze, le maire (PS) de la commune.

Ils provenaient de « membres d'associations de rapatriés, de Pieds Noirs, de harkis ». Tous choqués par un mot : « fête ».

## « Pugilat »

« Pour nous, les 50 ans, c'est les 50 ans de l'exode. Un million de Français sont rentrés sans rien. 150 000 harkis ont été massacrés. On ne peut pas faire une fête », s'indigne Lionel Vivès-Díaz, qui a pris la tête de la fronde contre le « couscous festif » et ce « pseudo-débat avec des orateurs tous issus d'une même

association qui fait l'apologie de militaires qui ont déserté ou aidé le FLN, qui ont combattu contre leur propre camp et applaudi le [Manifeste des 121](#) ! »

Ce professeur d'espagnol est une figure du milieu associatif pied-noir. Cette histoire, pourtant, n'est pas la sienne. C'est celle de ses parents. Lui est né « ici », en 1964. Il se présente comme un homme « assez perméable à la souffrance », très conscient de la « blessure béante » des rapatriés d'Algérie. Il emploie avec insistance le mot « douleur ».

Bientôt, le maire a eu vent d'un projet de contre-manifestation « d'ampleur nationale ». Face à cette perspective, des villageois étaient prêts à venir défendre le monument aux morts. « Ça prenait des proportions folles. » Il a pris contact avec la préfecture.

« On m'a rappelé que le responsable de la sécurité publique, c'était moi. Je n'avais pas envie d'un pugilat. »

Il a renoncé à prêter la salle des fêtes.

## « Félon », « traître », « communiste »

Mêmes pressions et même réaction à [Lombez](#), commune voisine où Alain Lopez a voulu abriter son couscous. « Il y aurait eu des débordements, des vociférations. Des deux côtés on a des gens très passionnés, très sûrs de leur vérité », justifie le maire (PRG), Jean Loubon.

Il constate que « les gens ont des visions très différentes de cette guerre. On est à la fois trop près et trop loin. » Son homologue de Samatan se dit que « même 50 ans après, tout ça n'est pas vraiment rentré dans l'histoire ».

Les nostalgiques de l'Algérie française estiment qu'Alain Lopez s'est livré à une provocation. Lui plaide aujourd'hui la maladresse.

Il relit les lettres d'insulte reçues ces derniers jours. « Ta place n'est pas sur terre mais en enfer », « pauvre type », « sous-merde », « collabo » ; « je te pisse à la raie », « félon », « traître », « lopette », « communiste », « illuminé »...

Il soupire : « Ces gens-là ont un pois chiche à la place du cerveau et ils ont arrêté les pendules en 1962. On ne peut vraiment pas discuter avec eux. »